

Livre blanc sur « La politique québécoise du développement culturel »

Un texte habile... trop habile

Louis-Dominique Lavigne, Simon Leblanc et Lise Roy

Numéro 12, été 1979

Pour les années 80

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/29144ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lavigne, L.-D., Leblanc, S. & Roy, L. (1979). Compte rendu de [Livre blanc sur « La politique québécoise du développement culturel » : un texte habile... trop habile]. *Jeu*, (12), 243–247.

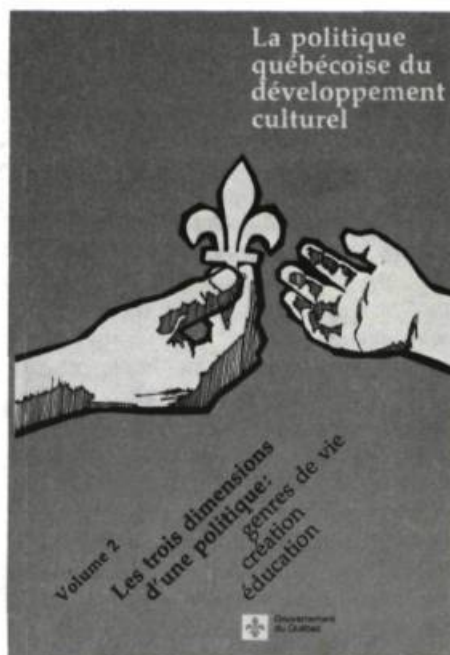
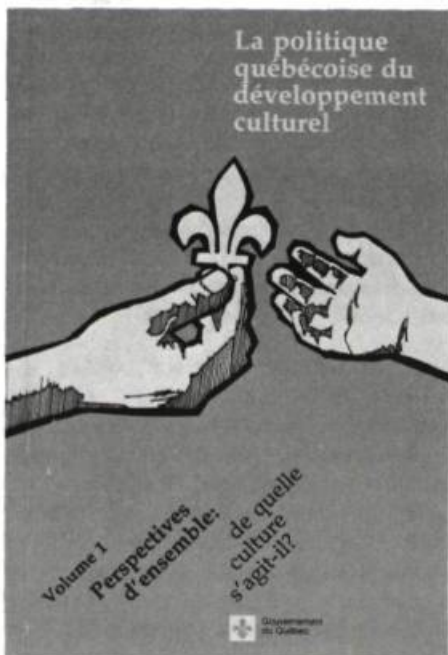
scènes

livre blanc sur «la politique québécoise du développement culturel»

un texte habile...
trop habile*

Plusieurs intervenants culturels attendaient avec impatience la parution du fameux

Livre blanc sur la *Politique québécoise du développement culturel* et, sans doute, est-ce avec beaucoup d'intérêt qu'ils en ont pris connaissance dès sa sortie dans les librairies de la Province. Nous demeurons tout de même surpris du peu de réactions suscitées par cet important document. Loin de nous la naïveté d'espérer des prises de parole spontanées, jaillies directement d'une importante majorité de la population. À cet effet, monsieur Laurin a bien fait de visiter différents foyers culturels afin d'y recueillir de multiples opinions sur le projet culturel défini par son Livre blanc. Plusieurs groupes et individus ont sans doute exprimé leur point de vue, à cette occasion. Cependant, nous comprenons difficilement le mutisme des travailleurs culturels dans les média et ailleurs. Le Livre blanc aurait dû produire l'effet d'une bombe auprès des artisans de la culture. Pourtant, seuls quelques timides commentaires ont été publiés à ce sujet. Pourquoi?



*Ce texte a été lu lors de l'assemblée générale de l'A.Q.J.T. à son dernier festival. Il a, en vue de sa publication, été revu et corrigé. N.D.L.R.

Peut-être les artistes approuvent-ils par leur silence les politiques culturelles mises de l'avant par le Parti Québécois, ou peut-être continuent-ils de jouer la carte de certains milieux progressistes en refusant de critiquer les pratiques du Parti Québécois, étant donné sa jeunesse, son projet nationaliste, ses bonnes intentions ou ses allures de gouvernement « moins pire que l'autre »? Quant à nous, nous essaierons d'exprimer notre point de vue sur les perspectives culturelles qu'offre ce Livre blanc et d'en analyser les répercussions possibles sur le regroupement que nous représentons.

Notre comité travaille au sein de l'Association Québécoise du Jeune Théâtre qui regroupe des collectifs, des animateurs et des intervenants culturels qui travaillent à développer un théâtre populaire québécois et à diffuser une culture puisée à même la vie quotidienne du peuple québécois dans les divers milieux où elle s'exprime. Nous comptons beaucoup sur le Livre blanc pour relancer avec plus de force encore nos diverses activités régionales.

Au cours de la lecture, nous avons apprécié dans ce document une parfaite connaissance du dossier culturel en matière de régionalisation. Plusieurs observations du Livre blanc rejoignent les constats établis durant nos nombreuses années d'expérience sur le terrain. Cette coïncidence de point de vue nous incite presque à croire que la perspicacité du gouvernement proviendrait d'une lecture attentive des bilans de nos activités culturelles dans les régions. Nous nous sommes mis à rêver qu'au moins, nos rapports sont parfois consultés. En effet, il n'est pas rare que les troupes de l'A.Q.J.T. parlent de l'habitat, de l'assimilation culturelle, de la santé, du travail, de la liberté de presse, de la science, de l'écologie, du système scolaire. Depuis plus de dix ans, les troupes de Jeune Théâtre apprivoisent et revalorisent ce patrimoine auquel semble attaché le

gouvernement. Les relations de l'homme et de la femme sont souvent mises en question dans les spectacles et des solutions sont proposées afin que soient amorcées de meilleures manières de vivre le quotidien. Hors de l'exploitation, du sexisme, de l'individualisme, de la compétition, autant dans les créations que dans la vie communautaire expérimentée par ces groupes de travail, des pistes sont tracées pour une meilleure qualité de vie basée sur le partage, le respect des autres et la justice pour tous. Toutes ces transformations culturelles et sociales suggérées par le Jeune Théâtre semblent s'accorder avec les principales interrogations et propositions du Livre blanc. Pourtant, le gouvernement continue à le laisser vivre tout en subventionnant largement des institutions théâtrales qui ne rejoignent pas les régions éloignées du Québec, ni les quartiers populaires des grands centres urbains, qui ne se préoccupent guère de décentralisation, d'animation dans le milieu et d'accessibilité, qui cherchent rarement à théâtraliser nos racines populaires et l'histoire des travailleurs qui ont bâti ce pays dont nous avons toutes les raisons d'être fiers. Les bonnes intentions du Livre blanc ne cacheraient-elles pas une sérieuse contradiction qui, nous en sommes à peu près certains, ne s'applique pas uniquement au domaine spécifique du théâtre, mais doit couvrir sans doute plusieurs disciplines artistiques?

Le Livre vert de monsieur L'Allier, ex-ministre des Affaires culturelles sous « la mauvaise administration libérale », se voulait beaucoup plus novateur, moderne et cohérent. Le magique 15 novembre n'a guère transformé cette jungle culturelle qui continue à aliéner le peuple de sa prise en charge. L'exploitation des goûts populaires épaulé celle qui garantit les profits à l'industrie. Notre système économique doit organiser sa reproduction s'il veut durer. Sans doute est-ce pour cela que ses institutions politiques, dont fait partie le gouvernement québécois actuel, ferment

les yeux autant devant une diffusion coûteuse de produits culturels élitaires que devant la décadence populiste que nous offrent sur un plateau d'«argent» le canal 10, le Théâtre des Variétés, les téléromans et les films insipides. Pendant ce temps, les travailleurs culturels de disciplines aussi diverses que la danse, le théâtre, le cinéma, l'écriture, la peinture ou la musique, qui participent au développement d'une culture populaire qui appartiendrait aux Québécois, sont aussi négligés sous un régime péquiste que libéral.

la culture pour qui?

Certes, le Livre blanc possède des qualités incontestables. Écrit dans un style très vivant et accessible, son propos demeure étoffé et se développe avec nuances. Souvent critique, toujours perspicace, il tombe rarement dans cet humanisme facile utilisé fréquemment par le libéralisme nord-américain pour se justifier.

Le Livre blanc est un texte habile... Trop habile... Il s'arrête toujours à temps. Il évite sans cesse les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste. Armé d'imposantes dénonciations, il analyse rarement les causes qui engendrent les problèmes repérés avec justesse. Par exemple, il ne s'aventure jamais dans l'explication de l'aliénation subie par bon nombre de travailleurs:

«En effet, s'il est vrai que la culture tout autant que l'économie peut opprimer les classes sociales, ce qu'on appelle «Culture Populaire» n'est pas le magma informe des exploitations...»

Alors! Comment la définir cette «Culture Populaire»? Sur ce point, le Livre blanc dévoile ses «blancs». La Place des Arts, maintes fois mentionnée dans le document, peut difficilement répondre à cette épineuse question puisque le Livre blanc l'avoue lui-même: «À Montréal, plus des 3/4 des ouvriers et employés n'ont jamais fréquenté la Place des Arts». Le document reconnaît l'adéquation entre l'exploitation



Le complexe de la Place des Arts à Montréal.

économique et l'aliénation culturelle. Il avoue même que trop souvent le système économique dicte au culturel les attitudes qu'il doit transmettre au travailleur pour que celui-ci apporte un meilleur rendement à la production.

Si le livre du Dr Laurin accepte subtilement cette vérité devenue incontestable, pour aller jusqu'au bout de son raisonnement, pourquoi ne définit-il pas la culture populaire comme étant celle qui participerait à l'émancipation économique, politique et culturelle du peuple québécois pour qu'enfin cesse cette exploitation que déplore le document? On le devine bien, le Livre blanc ne peut aller jusque là. Même si cette solution représente la conclusion logique de son analyse. Celui-ci doit s'en tenir au rythme du gouvernement et ne peut s'aventurer plus loin que cette «encore» vague social-démocratie. Le Livre blanc s'en tient là. Tout au plus souhaite-t-il «Une pluralité des mondes culturels». Statu quo? Belle pirouette de politicien? Pourtant l'introduction nous annonçait beaucoup plus d'audace: «La culture... appelle la responsabilité personnelle et collective...».

Cette belle phrase rappelle une certaine pédagogie qui parle de responsabilité sans analyser les causes de l'irresponsabilité. Comme si on pouvait devenir responsable du jour au lendemain. Nous n'avons qu'à observer un peu autour de nous le sens que prend le mot responsabilité: chez l'Amérindien replié dans sa réserve, chez l'assisté social reclus dans son ghetto, chez l'immigrant empêtré dans une longue période d'adaptation, chez le chômeur terrassé par une bureaucratie implacable. Comment une majorité de citoyens (chômeurs, travailleurs, exploités, assistés sociaux) peut-elle trouver le temps, l'argent et le loisir de développer une culture authentique?

Pour nous, et le document ne semble pas le nier, la détérioration de nos conditions de

vie résulte du marasme économique et culturel dont le peuple québécois est victime.

C'est pourquoi la culture populaire doit participer à la transformation des valeurs d'une civilisation qui reposent sur la libre entreprise, la compétition et le profit. À notre avis, la culture populaire, définie d'une manière explicite par le Livre blanc, comme ce qui apporte un meilleur climat psychologique entre patron et travailleur, nous apparaît on ne peut plus suspecte.

La culture populaire doit repenser complètement cette relation de travail qui charrie avec elle un passé et un présent lourds en plaintes et en pertes. La culture est genre de vie, bien sûr, mais pour les travailleurs culturels de l'A.Q.J.T. (nous ne sommes pas les seuls à penser de la sorte), elle doit critiquer les failles d'un genre de vie d'où l'injustice n'est pas encore éliminée et proposer des moyens concrets afin que les genres de vie correspondent à une société égalitaire.

Le Livre blanc est volubile quant aux questions de principe, aux grandes perspectives, aux visions à long terme. Mais son immense discours en deux tomes n'accorde que cinq (5) pages à des outils pratiques et immédiats pour appliquer ses grandes utopies. Au moins les rédacteurs auraient pu mentionner des projets-pilotes, des expériences qui déjà, depuis quelques années, dans plusieurs domaines, stimulent l'émergence d'une culture populaire.

Depuis au moins dix ans, les mots «régionalisation» et «décentralisation» font partie du vocabulaire courant de l'A.Q.J.T. À travers ce regroupement culturel, des prisonniers se sont exprimés, des travailleurs ont théâtralisé leurs luttes, des gens du Bas-du-fleuve ont diffusé l'importance des Opérations-Dignité, des adolescents ont exprimé l'apprentissage difficile qu'ils doivent traverser au seuil de

l'âge adulte, des enfants ont livré un peu de leurs angoisses et de leur imaginaire...

conditions de vie et de survie

Tout au long de ce texte, lorsque nous parlons d'appui, nous entendons principalement l'aide financière que peut apporter le gouvernement. Le travailleur culturel qui veut participer à la consolidation d'une culture populaire doit souvent s'écarter des impératifs commerciaux. Il demande donc à être subventionné par la population, c'est-à-dire par son gouvernement: «La politique des subventions aux créateurs sera amplifiée et diversifiée...», affirme le Livre blanc. Pourtant, depuis un an, aucune nouvelle jeune troupe ne peut bénéficier de subventions pour mettre sur pied un projet autonome; aucune troupe de Jeune Théâtre n'a droit à des subventions indexées au coût de la vie.

Souvent les travailleurs culturels qui circulent hors des circuits centralisés de Montréal et de Québec survivent dans l'insécurité la plus totale, se trimbalant dans les Jeunesse-Canada-au-Travail, les Canada-au-Travail, du bureau d'assurance-chômage jusqu'à celui du Bien-être social. «L'appui aux grands organismes ne saurait être maintenu au détriment de jeunes organismes...». Pourtant, la plupart de ces jeunes organismes s'épuisent en imagination financière pour atteindre leurs objectifs.

Dans ses conclusions, le gouvernement souligne que les politiques de diffusion populaire «ne visent pas d'abord à créer des structures mais à donner des apports à un vaste mouvement d'animation qui rendre la création, la culture à tous...». Pourtant, cette année, l'Association Québécoise du Jeune Théâtre essaiera d'animer et de favoriser le regroupement de plusieurs mouvements de la culture populaire (troupes de métier, théâtre étudiant, théâtre d'amateurs, théâtre militant, théâtre pour enfants), mais son budget sera coupé de \$10,000.

conclusion

Les belles phrases du Livre blanc dormiront-elles sur des étagères de bibliothèques ou bien entraîneront-elles des actions concrètes? Quant à nous, nous ne cachons pas notre méfiance devant ce recueil de bonnes intentions. D'ailleurs le document avoue presque à son insu que derrière un rêve de société égalitaire se cache l'immuable hiérarchie. Il existera toujours des professionnels à qui l'on reconnaît la «Qualité» culturelle et qui bénéficient d'importantes subventions. Pendant ce temps (et le Livre blanc oublie de le mentionner), des travailleurs culturels expérimentent des modes d'expression authentiques dans des conditions de vie ridicules. Nous demandons au gouvernement le droit de vivre de notre métier. Nous le répétons. Nous ne sommes pas les seuls à être les victimes d'une politique culturelle ambiguë et contradictoire. Afin de mieux mesurer l'importance de cette contestation, nous aimerions que d'autres travailleurs culturels s'expriment sur notre opinion, certes partielle, mais étayée par une pratique quotidienne de la culture populaire.

pour le comité d'animation politique de l'a.q.j.t.

louis-dominique lavigne

simon leblanc

lise roy